

CONSEIL COMMUNAL DU 13 DÉCEMBRE 2018  
GEMEENTERAAD VAN 13 DECEMBER 2018

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b>	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Sophie François, Jean- Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Serge Minet, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Jacques Brotchi, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Valérie Gillès de Pelichy, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusé</b>	Béatrice Fraiteur, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

13.12.2018/A/0001 **Interpellation citoyenne : avançons plus vite sur le dossier du terrain supérieur de basket-ball du haut au Parc de la Sauvagère.**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Burgerinterpellatie : basket-ballterrein Sauvagèrepark, laten we het dossier bespoedigen.**

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Interpellation citoyenne - Terrain de basket La Sauvagère.pdf*

---

13.12.2018/A/0002 **Interpellation citoyenne : vitesse excessive rue du Merlo malgré limitation à 30 km.-  
Demande d'aménagement/installation de dispositifs pour ralentir la vitesse des  
automobilistes - et meilleure signalétique 30km/h rue du Merlo.**

Le point est reporté.  
42 votants : 42 votes positifs.

---

**Burgerinterpellatie : overdreven snelheid Merlostraat ondanks de snelheidsbeperking van 30 km. Vraag om snelheidsremmende maatregelen en betere signalisatie in de Merlostraat.**

Het punt wordt verdaagd.  
42 stemmers : 42 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen  
*Interpellation citoyenne texte.pdf, Interpellation citoyenne - photos.pdf*

---

13.12.2018/A/0003 **Election des membres du Conseil de Police.**

Le Conseil communal,  
Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ci-après dénommée "LPI";  
Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du Conseil de police dans chaque Conseil communal;  
Considérant que le Conseil de police de la zone pluricommunale formée par les communes d'Auderghem, d'Uccle et de Watermael-Boitsfort est composé de 23 membres élus, conformément à l'article 12, alinéa 1er, LPI;  
Considérant que, conformément à l'article 12, alinéa 3, LPI, le Conseil communal d'Uccle doit procéder à l'élection de 13 membres du Conseil communal au Conseil de police;  
Considérant que chacun des 43 conseillers communaux dispose de 8 voix, conformément à l'article 16 LPI;  
Vu les actes de présentation, au nombre de 17, introduits conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal;

Considérant que ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après :

- 1 a) M. Cohen Michel, Mme Culer Diane, MM. Sax Eric, Toussaint Jérôme, Mme Van Offelen Marion, candidats-membres effectifs;  
b) présentés par Mme Van Offelen Marion, MM. Dilliès Boris, Cohen Michel, Sax Eric, Mme Culer Diane, M. Toussaint Jérôme, membres du conseil communal d'Uccle;
2. a) M. Desmet Pierre, Mme Goetghebuer Lise, M. Minet Serge, Mme Vandeputte Laurence, Mme Vanneste Caroline, candidats-membres effectifs;  
b) présentés par M. Lambert Limbosch François, Mme De Brouwer Maëlle, M. Wyngaard Thibaud, Mmes Ledan Perrine, Kokaj Aleksandra, membres du conseil communal d'Uccle;
3. a) M. Hublet Daniel, candidat-membre effectif;  
b) Mme Fremault Céline, candidate suppléante;  
c) présentés par Mme Fremault Céline et M. Hublet Daniel, membres du conseil communal d'Uccle;

4. a) Mme Fraiteur Béatrice, Mme Maison Joëlle, candidates-membres effectifs;  
 b) présentés par M. De Bock Emmanuel et Mme Fraiteur Béatrice, membres du conseil communal d'Uccle;
5. a) M. Hayette Bernard, Mme El Fassi Chiraz, candidats-membres effectifs;  
 b) Mme El Fassi Chiraz, M. Hayette Bernard, M. Norré Cédric, candidats suppléants;  
 c) présentés par M. Hayette Bernard, membre du conseil communal d'Uccle;
6. a) M. Hublet Daniel, candidat-membre effectif;  
 b) Mme Fremault Céline, candidate suppléante;  
 c) présentés par Mme Fremault Céline et M. Hublet Daniel, membres du conseil communal d'Uccle;
7. a) M. Cools Marc, M. Van de Cauter Hans, candidats-membres effectifs;  
 b) M. Van de Cauter Hans, Mme Lederman Bucquet Véronique, M. Cools Marc, candidats suppléants;  
 c) présentés par M. Cools Marc, Mme Lederman Bucquet et M. Van de Cauter Hans, membres du conseil communal d'Uccle;

Vu la liste de candidats établie par le Bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal précité, sur la base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

	Nom, prénom - Naam, voornaam	
	<b>Date de naissance - Geboortedatum</b>	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid COHEN Michel 23/08/1968	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid COOLS Marc 01/1/1956	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers VAN de CAUTER Hans 11/1/1973 LEDERMAN BUCQUET Véronique 18/05/1957	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid CULER Diane 28/06/1955	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -	

<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid DESMET Pierre 15/4/1955</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid EL FASSI Chiraz 06/11/1985</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers HAYETTE Bernard 25/4/1958 NORRE Cedric 2/11/1988</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid FRAITEUR Béatrice 28/6/1956</p>	
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid GOETGHEBUER Lise 21/5/1991</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid HAYETTE Bernard 25/04/1958</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid HUBLET Daniel 27/02/1950</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers EL FASSI Chiraz 6/11/1985 NORRE Cedric 2/11/1988</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid MAISON Joëlle 04/1/1968</p>	<p>Candidat suppléant - Kandidaat-opvolger FREMAULT Céline 26/12/1973</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid MINET Serge 09/10/1946</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -</p>
<p>Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid SAX Eric 02/11/1951</p>	<p>Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -</p>

Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid TOUSSAINT Jérôme 07/11/1979	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid VANDEPUTTE Laurence 02/12/1959	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid VAN de CAUTER Hans 11/1/1973	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers COOLS Marc 1/1/1956 LEDERMAN BUCQUET Véronique 18/05/1957
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid VAN NESTE Caroline 11/9/1957	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid VAN OFFELEN Marion 03/1/1951	

Considérant que M. Blaise Godefroid et Mme Yaël Haumont, les deux conseillers communaux les plus jeunes, assistent le Bourgmestre lors des opérations du scrutin et du recensement des voix;

Considérant que l'élection des membres effectifs du Conseil de police et de leur(s) éventuel(s) suppléant(s) a lieu en séance publique et à scrutin secret;

42 conseillers prennent part au scrutin et reçoivent chacun 8 bulletins;

336 bulletins de vote ont été trouvés dans l'urne;

336 bulletins de vote sont remis au Bourgmestre et à ses assesseurs;

Considérant que le recensement des voix en ce qui concerne ces bulletins donne le résultat suivant :

0 bulletins non valables;

0 bulletins blancs;

336 bulletins valables.

Les suffrages exprimés sur les 336 bulletins valables sont attribués comme suit :

Nom et prénom des candidats-membres effectifs	Nombre de voix obtenues
M. COHEN Michel	25
M. COOLS Marc	25
Mme CULER Diane	25
M. DESMET Pierre	25
Mme EL FASSI Chiraz	1
Mme FRAITEUR Béatrice	0
Mme GOETGHEBUER Lise	25
M. HAYETTE Bernard	24
M. HUBLET Daniel	23
Mme MAISON Joëlle	38
M. MINET Serge	25
M. SAX Eric	25
M. TOUSSAINT Jérôme	25
Mme VANDEPUTTE Laurence	25
M. VAN de CAUTER Hans	0
Mme VANNESTE Caroline	0
Mme VAN OFFELEN Marion	25
Total des suffrages :	336

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés.

Constate que 13 candidats-membres effectifs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sont élus.

Considérant qu'en raison d'une parité des voix entre 10 candidats-membres effectifs, il faudra procéder à un choix conformément à l'article 17 LP :

25 voix :

M. SAX Eric, mandat actuel depuis le 2 avril 2001,  
Mme CULER Diane, mandat actuel depuis le 1er février 2013,  
M. TOUSSAINT Jérôme, mandat actuel depuis le 1er février 2013;  
M. COHEN Michel, mandat du 2 avril 2001 au 1er février 2013;  
M. COOLS Marc, mandat du 2 avril 2001 au 1er février 2007;  
Mme GOETGHEBUER Lise, née le 21 mai 1991;  
Mme VANDEPUTTE Laurence, née le 2 décembre 1959;  
M. DESMET Pierre, né le 15 avril 1955;  
Mme VAN OFFELEN Marion, née le 3 janvier 1951;  
M. MINET Serge, né le 9 octobre 1946.

Considérant que le Bourgmestre établit que :

sont élus membres effectifs du Conseil de police :	les éventuels candidats présentés à titre de suppléant(s) pour chaque membre effectif élu mentionné ci-contre sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, suppléants de ces membres effectifs
1. Mme MAISON Joëlle	
2. M. SAX Eric	
3. Mme CULER Diane	
4. M. TOUSSAINT Jérôme	
5. M. COHEN Michel	
6. M. COOLS Marc	M. VAN de CAUTER Hans Mme LEDERMAN-BUCQUET Véronique
7. Mme GOETGHEBUER Lise	
8. Mme VANDEPUTTE Laurence	
9. M. DESMET Pierre	
10. Mme VAN OFFELEN Marion	
11. M. MINET Serge	
12. M. HAYETTE Bernard	Mme EL FASSI Chiraz M. NORRE Cédric
13. M. HUBLET Daniel	

Constate que la condition d'éligibilité est réunie par :

- les 13 candidats-membres effectifs élus.
- les 4 candidats suppléants de plein droit, de ces 13 candidats membres-effectifs élus.

Constate qu'aucun membre effectif ne se trouve dans le cas d'incompatibilité précisé à l'article 15 LPI.

Le Bourgmestre, constatant les élus membres effectifs du Conseil de police ainsi que leurs suppléants, proclame le résultat de l'élection en séance publique.

Le présent procès-verbal sera, en application de l'article 18bis LPI et de l'article 15 de l'arrêté royal, envoyé en deux exemplaires au collège visé à l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

## **Verkiezing van de leden van de Politieraad.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot de organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, verder "WGP" genoemd;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2000 betreffende de verkiezing in elke gemeenteraad van de leden van de politieraad;

Overwegende dat de Politieraad van de meergemeentezone gevormd door de gemeenten Oudergem, Ukkel en Watermaal-Bosvoorde, samengesteld is uit 23 verkozen leden, overeenkomstig artikel 12, eerste lid, WGP;

Considérant que, conformément à l'article 12, alinéa 3, LPI, le Conseil communal d'Uccle doit procéder à l'élection de 13 membres du Conseil communal au Conseil de police;

Overwegende dat de gemeenteraad van Ukkel overeenkomstig artikel 12, derde lid, WGP, dient over te gaan tot verkiezing van 13 leden van de Gemeenteraad als lid van de Politieraad;

Overwegende dat elk van de 43 gemeenteraadsleden over 8 stemmen beschikt, overeenkomstig artikel 16, WGP;

Gelet op de voordrachtakten ten getale van 17 ingediend overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit;

Overwegende dat deze akten de hierna vermelde kandidaten voordragen :

1 a) De h. Cohen Michel, Mevr. Culer Diane, de hh. Sax Eric, Toussaint Jérôme, Mevr. Van Offelen Marion, kandidaten-werkende leden;

b) voorgesteld door Mevr. Van Offelen Marion, de hh. Dilliès Boris, Cohen Michel, Sax Eric, Mevr. Culer Diane, de h. Toussaint Jérôme, leden van de gemeenteraad van Ukkel;

2. a) de h. Desmet Pierre, Mevr. Goetghebuer Lise, de h. Minet Serge, Mevr. Vandeputte Laurence, Mevr. Vanneste Caroline, kandidaten-werkende leden;

b) voorgesteld door de h. Lambert Limbosch François, Mevr. De Brouwer Maëlle, de h. Wyngaard Thibaud, Mevr. Ledan Perrine, Kokaj Aleksandra, leden van de gemeenteraad van Ukkel;

3. a) De h. Hublet Daniel, kandidaat-werkend lid;

b) Mevr. Fremault Céline, kandidaat-opvolgster;

c) voorgesteld door Mevr. Fremault Céline en de h. Hublet Daniel, leden van de gemeenteraad van Ukkel;

4. a) Mevr. Fraiteur Béatrice, Mevr. Maison Joëlle, kandidaten-werkende leden;

b) voorgesteld door de h. De Bock Emmanuel en Mevr. Fraiteur Béatrice, leden van de gemeenteraad van Ukkel;

5. a) De h. Hayette Bernard, Mevr. El Fassi Chiraz, kandidaten-werkende leden;

b) Mevr. El Fassi Chiraz, de h. Hayette Bernard, de h. Norré Cédric, kandidaten-opvolgers;

c) voorgesteld door de h. Hayette Bernard, lid van de gemeenteraad van Ukkel;

6. a) De h. Hublet Daniel, kandidaat-werkend lid;

b) Mevr. Fremault Céline, kandidaat-opvolgster;

c) voorgesteld door Mevr. Fremault Céline en de h. Hublet Daniel, leden van de



gemeenteraad van Ukkel;

7. a) De h. Cools Marc, de h. Van de Cauter Hans, kandidaten-werkende leden;  
b) De h. Van de Cauter Hans, Mevr. Lederman Bucquet Véronique, de h. Cools Marc, kandidaten-opvolgers;  
c) voorgesteld door de h. Cools Marc, Mevr. Lederman Bucquet en de h. Van de Cauter Hans, leden van de gemeenteraad van Ukkel;

Gelet op de kandidatenlijst door de Burgemeester opgemaakt, overeenkomstig artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit op grond van deze voordrachtakten en luidend als volgt :

	Nom, prénom - Naam, voornaam	
	Date de naissance - Geboortedatum	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid COHEN Michel 23/08/1968	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid COOLS Marc 01/1/1956	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers VAN de CAUTER Hans 11/1/1973 LEDERMAN BUCQUET Véronique 18/05/1957	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid CULER Diane 28/06/1955	Candidats suppléants – Kandidaten-opvolgers -	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid DESMET Pierre 15/4/1955	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid EL FASSI Chiraz 06/11/1985	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers HAYETTE Bernard 25/4/1958 NORRE Cedric 2/11/1988	
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid FRAITEUR Béatrice 28/6/1956		

Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid GOETGHEBUER Lise 21/5/1991	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid HAYETTE Bernard 25/04/1958	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid HUBLET Daniel 27/02/1950	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers EL FASSI Chiraz 6/11/1985 NORRE Cedric 2/11/1988
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid MAISON Joëlle 04/1/1968	Candidat suppléant - Kandidaat-opvolger FREMAULT Céline 26/12/1973 Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid MINET Serge 09/10/1946	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid SAX Eric 02/11/1951	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid TOUSSAINT Jérôme 07/11/1979	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid VANDEPUTTE Laurence 02/12/1959	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers COOLS Marc 1/1/1956
Candidat-membre effectif - Kandidaat-werkend lid VAN de CAUTER Hans 11/1/1973	LEDERMAN BUCQUET Véronique 18/05/1957 Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -

Candidat-membre effectif - Kandidaat- werkend lid VAN NESTE Caroline 11/9/1957	Candidats suppléants - Kandidaten-opvolgers -		
Candidat-membre effectif - Kandidaat- werkend lid VAN OFFELEN Marion 03/1/1951			

Overwegende dat de h. Blaise Godefroid en Mevr. Yaël Haumont, gemeenteraadsleden, de Burgemeester bijstaan tijdens de verrichtingen van de stemming en van de stemopneming;

Overwegende de verkiezing van de effectieve leden en hun eventuele opvolgers van de politieraad in openbare vergadering en bij geheime stemming;

42 raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder 8 stembiljetten;

336 stembiljetten werden in de stembus aangetroffen;

336 stembiljetten worden overhandigd aan de burgemeester en zijn bijzitters;

De stemopening van deze biljetten geeft volgend resultaat :

0 ongeldige stembiljetten;

0 blanco stembiljetten;

336 geldige stembiljetten.

De op deze 336 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt :

Naam en voornaam van de kandidaten-werkende leden	Aantal bekomen stemmen
De h. COHEN Michel	25
De h. COOLS Marc	25
Mevr. CULER Diane	25
De h. DESMET Pierre	25
Mevr. EL FASSI Chiraz	1
Mevr. FRAITEUR Béatrice	0
Mevr. GOETGHEBUER Lise	25
De h. HAYETTE Bernard	24
De h. HUBLET Daniel	23
Mevr. MAISON Joëlle	38
De h. MINET Serge	25
De h. SAX Eric	25
De h. TOUSSAINT Jérôme	25
Mevr. VANDEPUTTE Laurence	25
De h. VAN de CAUTER Hans	0
Mevr. VANNESTE Caroline	0
Mevr. VAN OFFELEN Marion	25
Totaal aantal stemmen :	336

Overwegende dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaat-effectieve leden;

Overwegende dat 13 kandidaat-effectieve leden, die het grootste aantal stemmen hebben verkregen, verkozen worden;

Overwegende dat wegens staking van stemmen tussen 10 kandidaat-effectieve leden een keuze moet worden gemaakt, overeenkomstig artikel 17 WGP;

25 stemmen :

De h. SAX Eric, huidig mandaat sinds 2 april 2001;  
Mevr. CULER Diane, huidig mandaat sinds 1 februari 2013,  
De h. TOUSSAINT Jérôme, huidig mandaat sinds 1 februari 2013;  
De h. COHEN Michel, mandaat van 2 april 2001 tot 1 februari 2013;  
De h. COOLS Marc, mandaat van 2 april 2001 tot 1 februari 2007;  
Mevr. GOETGHEBUER Lise, geboren op 21 mei 1991;  
Mevr. VANDEPUTTE Laurence, geboren op 2 december 1959;  
De h. DESMET Pierre, geboren op 15 april 1955;  
Mevr. VAN OFFELEN Marion, geboren op 3 januari 1951;  
De h. MINET Serge, geboren op 9 oktober 1946.

Overwegende dat de burgemeester vaststelt :

zijn verkozen tot werkende leden van de Politieraad :	de eventuele kandidaten die als opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief lid werden voorgedragen van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen effectieve leden
---	---

1. Mevr. MAISON Joëlle	
2. De h. SAX Eric	
3. Mevr. CULER Diane	
4. De h. TOUSSAINT Jérôme	
5. De h. COHEN Michel	
6. De h. COOLS Marc	De h. VAN de CAUTER Hans Mevr. LEDERMAN-BUCQUET Véronique
7. Mevr. GOETGHEBUER Lise	
8. Mevr. VANDEPUTTE Laurence	
9. De h. DESMET Pierre	
10. Mevr. VAN OFFELEN Marion	
11. De h. MINET Serge	
12. De h. HAYETTE Bernard	Mevr. EL FASSI Chiraz De h. NORRE Cédric
13. De h. HUBLET Daniel	

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarde vervuld is door :

- de 13 verkozen kandidaten-werkende leden.
- de 4 kandidaten, van rechtswege de opvolgers van deze 13 verkozen kandidaten-werkende leden.

Stelt vast dat geen enkel werkend lid zich bevindt in het geval van onverenigbaarheid bepaald in artikel 15 WGP.

Na vaststelling van de verkozen werkende leden van de Politieraad alsook van hun opvolgers, kondigt de Burgemeester, in openbare zitting, de uitslag van de verkiezing af.

Dit proces-verbaal, overeenkomstig artikel 18bis WGP en artikel 15 van het koninklijk besluit, zal in dubbel exemplaar naar het college bedoeld in artikel 83quinquies, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen worden gezonden;

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

13.12.2018/A/0004 **Communication : M. le Bourgmestre annonce que le 31 décembre 2018, Mme la Secrétaire communale sera remplacée par Mme Ariane Leblicq, juriste en chef.**

Le Conseil prend connaissance.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Mededeling : de h. Burgemeester kondigt aan dat op 31 december 2018, Mevr. de Gemeentesecretaris vervangen zal worden door Mevr. Ariane Leblicq, hoofdjuriste.**

De Raad neemt kennis.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

13.12.2018/A/0005 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 29 novembre 2018.**

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 29 november 2018.**

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

13.12.2018/A/0006 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 3 décembre 2018.**

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

**Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 3 december 2018.**

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

---

13.12.2018/A/0007 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 13 septembre 2018 - ICPP - Achat et installation d'accessoires pour le "coin-plonge" - 120 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/744-51/40 - Fonds de réserve;
- 29 novembre 2018 - Aménagement d'un parking avenue des Sophoras- Exercice 2018 - 199.635,03 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 29 novembre 2018 - Inspection et cartographie des puits sur le territoire communal - Exercice 2015 - Approbation de la dépense supplémentaire de 21,11 € (T.V.A. comprise) - Article 879/732-60/82 - Emprunt;
- 29 novembre 2018 - Informatisation des services - Achat de matériel informatique divers via la convention de mandat avec le CIRB - 22.605 € (T.V.A. comprise) - Articles 104/742-53/53, 138/742-53/53, 76701/742-53/FR/70, 76701/742-53/NL/70, 76702/742-53/70 (Fonds de réserve) - 8.647,82 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 (Emprunt);
- 29 novembre 2018 - Informatisation des services - Acquisition de tablettes pour les nouveaux échevins et conseillers via la convention de mandat avec le CIRB - 12.709,25 € et 679 € (T.V.A. comprise) - Articles 101/742-53/53 et 139/742-53/53 - Fonds de réserve et emprunt;
- 29 novembre 2018 - Achat de divers matériels (électrique, bois et isoloirs) pour les élections communales du 14 octobre 2018 - Approbation de la dépense supplémentaire de 33,50 € (T.V.A. comprise) - Article 104/744-98/85;
- 29 novembre 2018 - Ecole des Arts - Stabilisation de la façade du château - 76.052,35 € (T.V.A. comprise) - Article 734/724-60/85 - Emprunt;
- 29 novembre 2018 - Maison communale - Remplacement de l'ascenseur - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Fonds de réserve.

Le Conseil approuve le point.

42 votants : 42 votes positifs.

---

### **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald de artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 13 september 2018 - ICPP - Aankoop en plaatsing van toebehoren voor de afwashoek - 120 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/744-51/40 - Reservefonds;
- 29 november 2018 - Inrichting van een parking Sophoraslaan - Dienstjaar 2018 - 199.635,03 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 29 november 2018 - Inspectie en in kaart brengen van de ondergrondse doorgangen op het gemeentelijk grondgebied - Dienstjaar 2015 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 21,11 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/732-60/82 - Lening;
- 29 november 2018 - Informatisering van de diensten - Aankoop van informaticamaterieel via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 22.605 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 104/742-53/53, 138/742-53/53, 76701/742-53/FR/70, 76701/742-53/NL/70, 76702/742-53/70 (Reservefonds) - 8.647,82 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 (Lening);
- 29 november 2018 - Informatisering van de diensten - Aankoop van tablets voor de nieuwe schepenen en raadsleden via de mandaatovereenkomst met het ICBG -

12.709,25 € et 679 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 101/742-53/53 en 139/742-53/53 - Reservefonds en lening;

- 29 november 2018 - Aankoop van allerlei materiaal (elektrisch, hout en stenhokjes) voor de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 33,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 104/744-98/85;

- 29 november 2018 - Ecole des Arts - Stabilisering van de gevel van het kasteel - 76.052,35 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/724-60/85 - Lening;

- 29 november 2018 - Gemeentehuis - Vervanging van de lift - 80.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Reservefonds.

De Raad keurt het punt goed.

42 stemmers : 42 positieve stemmen.

*Chiraz El Fassi quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

13.12.2018/A/0008 **Passation de marchés de travaux, de fournitures et de services.- Service ordinaire, accord-cadre conclu.- Délégations de pouvoirs.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale stipule que le Conseil communal choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et en fixe les conditions;

Qu'en vertu de l'article 234, § 4, le Conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au Collège des Bourgmestre et Echevins, au secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommément désigné, pour les dépenses relevant du budget ordinaire;

Que la délégation au secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommément désigné est limité aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (marchés de faible montant de maximum 30.000 € HTVA);

Qu'en vertu de l'article 234, § 5, le Conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au Collège des Bourgmestre et Echevins, au secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommément désigné, pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu;

Que le délégation au secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommément désigné est limité aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (marchés de faible montant de maximum 30.000 € HTVA);

Attendu qu'en séance du 29 juin 2017 le Conseil communal a décidé de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire et de déléguer ces mêmes pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu;

Attendu la nécessité de prévoir une certaine souplesse pour les marchés publics au service ordinaire et ceux dans un accord-cadre conclu;

Attendu qu'en cette matière, la délégation proposée répond de manière adéquate;

Vu l'installation, le 3 décembre 2018, du Conseil communal issue des élections communales du 14 octobre 2018;

Qu'il y a lieu de renouveler cette délégation pour la nouvelle législature;



Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et suivants;  
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;  
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession;  
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Décide :

- de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Echevins pour les marchés relevant du budget ordinaire;
- de déléguer ces mêmes pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 41 votes positifs.

---

**Afsluiten van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.- Gewone dienst, gesloten raamovereenkomst.- Delegatie van bevoegdheden.**

De Raad,

Aangezien artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeenteraad de procedure kiest volgens dewelke de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessieovereenkomsten worden gegund en de voorwaarden ervan vaststelt;

Aangezien de gemeenteraad krachtens artikel 234, § 4 de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid kan overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar, voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting;

Aangezien de overdracht aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar beperkt is tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (opdrachten van een beperkte waarde van max. € 30.000 excl. btw);

Aangezien de gemeenteraad krachtens artikel 234, § 5 de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid kan overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar, voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst;

Aangezien de overdracht aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar beperkt is tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (opdrachten van een beperkte waarde van max. € 30.000 excl. btw);

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 29 juni 2017 beslist heeft zijn bevoegdheden om de plaatsingsprocedure van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten te kiezen en de voorwaarden ervan vast te leggen over te dragen aan het college van burgemeester en schepenen voor de opdrachten die onder de gewone begroting vallen en dezelfde bevoegdheden over te dragen aan het college van burgemeester en schepenen voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst;

Gelet op de noodzaak om een zekere soepelheid te voorzien voor de overheidsopdrachten van de gewone dienst en de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst;

Aangezien de voorgestelde delegatie hier gepast aan voldoet;

Gelet op de installatie op 3 december 2018 van de gemeenteraad na de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018;

Aangezien deze delegatie vernieuwd moet worden voor de nieuwe legislatuur;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren,

Beslist :

- zijn bevoegdheden om de plaatsingsprocedure van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten te kiezen en de voorwaarden ervan vast te leggen over te dragen aan het College van Burgemeester en schepenen voor de opdrachten die onder de gewone begroting vallen;

- dezelfde bevoegdheden over te dragen aan het College van Burgemeester en schepenen voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst.

De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

*Jacques Brotchi quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

13.12.2018/A/0009 **Ordonnance sur la transparence des rémunération et avantages des mandataires bruxellois.- Décision générale.**

Le Conseil,

Considérant l'ordonnance du 14 décembre 2017 (article 4, § 1er) sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires bruxellois qui impose entre autres que chaque conseil communal adopte dans le mois de son installation une décision générale afin d'arrêter :

- le montant et les modes de rémunération, avantages de toute nature et frais de représentation dont bénéficient les bourgmestre, échevins et conseillers communaux;

- un inventaire des outils de travail jugés nécessaires à l'exercice de la fonction et mis à la disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux;

Considérant l'ordonnance du 25 janvier 2018 relative à la limitation du nombre de mandataires communaux et à l'institution de nouvelles mesures de gouvernance en Région de Bruxelles-Capitale qui fixe un cadre général concernant les traitements des bourgmestres et échevins, ainsi que les jetons de présence du président du conseil communal et les conseillers communaux;

Considérant que le traitement du bourgmestre est fixé par application d'un pourcentage de 117,64706 % de l'échelon maximal de l'échelle de traitement du secrétaire communal;

Considérant que le traitement des échevins est fixé par application d'un pourcentage de 75 % du traitement du bourgmestre;

Considérant que les bourgmestres et échevins ne pourront jouir d'aucune rétribution à charge de la commune, pour quelque et sous quelque dénomination que ce soit, sauf les avantages de toute nature et frais de représentation attachés à l'exercice de leurs fonctions;

Considérant que le montant des jetons de présence des conseillers communaux est compris entre un minimum de 75 € et un maximum de 200 € (bruts), indexé sur base de l'indice sante au 1er janvier 2018 et qu'un double jeton de présence est alloué au président du conseil communal ou à celui que le remplace, pour la présidence de la séance du Conseil communal;

Considérant que des frais de représentation ne peuvent être octroyés qu'aux titulaires de fonctions exécutives, sous forme de remboursement à posteriori sur présentation d'un justificatif,

Décide :

1) le Bourgmestre et les échevins bénéficient d'un remboursement forfaitaire de 75 € par mois dans les frais de GSM liés à l'exécution de leur mandat, ainsi qu'un accès à Gopress;

2) le montant des jetons de présence est fixé :

- pour une séance du Conseil communal : 143,59 € indexé sur base de l'indice sante au 1er janvier 2018, étant entendu qu'un seul jeton sera attribué par séance;

- pour une réunion des commissions : 114,87 € indexé sur base de l'indice sante au 1er janvier 2018, étant entendu qu'un seul jeton sera attribué par jour de commission;

3) les outils de travail suivants, nécessaires pour l'exercice de leur mandat, sont mis à la disposition :

- des conseillers communaux : tablette pour le suivi des dossiers communaux, papier à lettres et enveloppes officiels ainsi que carte de visite "conseiller communal";

- des Bourgmestre et échevins : tablette pour la gestion journalière de la Commune, papier à lettres et enveloppes officiels ainsi que carte de visite;

- des Bourgmestre et échevins : un local, du mobilier et du matériel de bureau;

Une voiture avec chauffeur est mise à la disposition de l'ensemble des membres du collège selon les besoins, avec priorité pour le Bourgmestre.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale d'approbation et sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

### **Ordonnantie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.- Algemene beslissing.**

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 14 december 2017 (artikel 4, § 1) betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse mandatarissen die oplegt dat elke gemeenteraad, binnen de maand na zijn installatie, een algemene beslissing goedkeurt met het oog op de vaststelling van:

- het bedrag en de wijzen van de bezoldigingen, voordelen van alle aard en representatievergoedingen ten gunste van de burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden;

- een inventaris van de werkinstrumenten die nodig worden geacht voor de uitoefening van de functie en die ter beschikking gesteld worden van de burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden;

Gelet op de ordonnantie van 25 januari 2018 betreffende de beperking van het aantal gemeentelijke mandatarissen en de invoering van nieuwe maatregelen inzake goed bestuur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die een algemeen kader vastlegt inzake de wedden van burgemeesters en schepenen en de presentiegelden van de voorzitter

van de gemeenteraad en de gemeenteraadsleden;

Overwegende dat de wedde van de burgemeester wordt vastgesteld door toepassing van een percentage van 117,64706 % op het hoogste bedrag van de weddeschaal van de gemeentesecretaris;

Overwegende dat de wedde van de schepenen wordt vastgesteld door toepassing van een percentage van 75 % van de wedde van de burgemeester;

Overwegende dat de burgemeesters en schepenen, behalve de voordelen van alle aard en de representatiekosten verbonden aan de uitoefening van hun functies, geen bijkomende vergoeding mogen genieten ten laste van de gemeente, om welke reden of onder welke benaming ook;

Overwegende dat het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden tussen min. € 75 en max. € 200 (bruto) ligt, geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex op 1 januari 2018 en er een dubbel presentiegeld toegekend wordt aan de voorzitter van de gemeenteraad of zijn plaatsvervanger voor het voorzitterschap van een zitting van de Gemeenteraad;

Overwegende dat de representatiekosten enkel toegekend worden aan de houders van uitvoerende functies, onder voorbehoud van de terugbetaling a posteriori op voorlegging van een bewijsstuk,

Beslist :

1) de Burgemeester en de schepenen genieten van een forfaitaire tussenkomst van 75 euro per maand in de kosten van het gebruik van een GSM in de uitvoering van hun mandaat alsmede een toegang tot Gopress;

2) het bedrag van het presentiegeld wordt als volgt vastgelegd :

- voor een zitting van de gemeenteraad : 143,59 € geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex op 1 januari 2018, waarbij slechts één keer presentiegeld per zitting toegekend kan worden;

- voor een vergadering van de commissies : 114,87 € geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex op 1 januari 2018, waarbij slechts één keer presentiegeld per commissiedag toegekend kan worden;

3) de volgende werkmiddelen, noodzakelijk voor de uitvoering van hun mandaat, worden ter beschikking gesteld :

- de gemeenteraadsleden : tablet in het kader van de opvolging van gemeentelijke dossiers, officieel briefpapier en omslagen en een visitekaart "gemeenteraadslid";

- de Burgemeester en de schepenen : tablet in het kader van de dagelijkse werking van de gemeente, officieel briefpapier en omslagen en een visitekaart;

- de Burgemeester en de schepenen: een lokaal, meubilair en kantoorbenodigdheden;

Een voertuig met chauffeur staat ter beschikking van alle collegeleden volgens de noden en met voorrang voor de Burgemeester.

De onderhavige beraadslaging is ter goedkeuring onderworpen aan het algemeen toezicht en zal overgemaakt worden aan de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

---

## DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

### Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

#### 13.12.2018/A/0010 **Propriétés communales.- Parcelle parking public halte de Linkebeek.- Approbation du contrat portant constitution d'un droit de superficie.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Considérant qu'en date du 27 septembre 2018, l'Assemblée a décidé, en vue d'y créer un parking public :

- d'acquérir de la S.A. de droit public INFRABEL, ayant son siège rue de France, 85 à 1060 Bruxelles, tréfoncier, un droit de superficie portant sur les biens immeubles désignés comme suit : la partie en surplomb de la parcelle non cadastrée, bâtie au-dessus des voies de la ligne de chemin de fer n° 124 reliant Bruxelles à Charleroi, et de la parcelle P1.1140.0080.011, sur le territoire de la commune d'Uccle, à la hauteur de la halte Linkebeek, et qui consiste en une dalle de béton, pour une superficie de 21 ares 46 centiares;

- de conclure le contrat visé ci-dessus pour une durée de vingt ans, susceptible de renouvellement par consentement mutuel, et pour un canon d'un euro symbolique, non exigible;

- d'approuver le compromis de bail de superficie, qui contient également les autres conditions de l'opération;

- de désigner l'étude des notaires Notéris, Wets et Bonehill, avenue Brugmann 587 à Uccle, pour superviser le dossier;

Considérant qu'il avait été demandé que l'article 2 mentionne que le droit de superficie débute au moment où les travaux de la commune commencent;

Considérant que cette mention contredirait l'article 10.3 reprenant les conditions suspensives de la convention;

Considérant que le droit de superficie pourrait effectivement commencer à la date de passation de l'acte authentique;

Considérant que cette date correspondra probablement à celle de la réception du permis d'urbanisme introduit par le service de la Voirie;

Considérant qu'en date du 15 novembre dernier, Infrabel nous a transmis la convention adaptée selon nos demandes;

Considérant qu'elle pourrait être signée et transmise au notaire désigné en vue de préparer l'acte authentique,

Décide :

- d'approuver la dernière mouture du contrat portant constitution d'un droit de superficie relatif à la dalle en surplomb de la ligne de chemin de fer de Bruxelles à Charleroi à hauteur de la halte Linkebeek;

- de transmettre ce contrat signé au notaire désigné pour préparer et faire signer l'acte authentique.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Openbare parking halte Linkebeek.- Goedkeuring van een recht van opstal.**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Overwegende dat de vergadering op 27 september 2018 het volgende beslist heeft, met als doel er een openbare parking aan te leggen:

Van de nv van publiek recht Infrabel, met maatschappelijke zetel Frankrijkstraat 85 te 1060 Brussel, opstalgever, een recht van opstal te verkrijgen met betrekking tot de onroerende goederen die als volgt aangeduid worden: het deel van het niet-gekadastréerd perceel over de treinsporen van spoorlijn 124 tussen Brussel en Charleroi, en van het perceel P1.1140.0080.011, op het grondgebied van de gemeente Ukkel, ter hoogte van de stopplaats Linkebeek, en dat bestaat uit een betonplaat, voor een oppervlakte van 21 are 46 centiare;

De hierboven beoogde overeenkomst voor een duur van twintig jaar te sluiten, vernieuwbaar met wederzijdse instemming, en voor een canon van een symbolische euro, niet-opeisbaar;

Het compromis voor het recht van opstal, dat ook de andere voorwaarden van de transactie bevat, goed te keuren;

Het notariaat Notéris, Wets en Bonehill, Brugmannlaan 587 te Ukkel, aan te duiden om toezicht te houden op het dossier;

Overwegende dat er gevraagd was dat artikel 2 vermeldde dat het recht van opstal aanvangt wanneer de werken van de gemeente van start zouden gaan;

Overwegende dat deze vermelding strijdig zou zijn met artikel 10.3, dat de opschortende voorwaarden van de overeenkomst bevat;

Overwegende dat het recht van opstal werkelijk zou kunnen aanvangen op de dag van verlijden van de authentieke akte;

Overwegende dat deze datum waarschijnlijk zal overeenkomen met de datum van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunning, ingediend door de Wegendienst;

Overwegende dat Infrabel ons op 15 november laatstleden de overeenkomst bezorgd heeft, aangepast op onze vraag;

Overwegende dat ze ondertekend en bezorgd zou kunnen worden aan de aangestelde notaris om de authentieke akte voor te bereiden;

Beslist:

De laatste versie van de overeenkomst houdende toekenning van een recht van opstal voor de betonplaat boven de spoorlijn Brussel-Charleroi ter hoogte van de stopplaats Linkebeek, goed te keuren;

Deze ondertekende overeenkomst te bezorgen aan de aangestelde notaris om de authentieke akte voor te bereiden en te laten ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*11 annexes / 11 bijlagen*

*P.U.186024 Région-délivré à INFRABEL 2013.01.30.pdf, INFRABEL-L124-07.7 dalle parking gare Linkebeek-plan défin.pdf, demande de permis plan de coupe2.pdf, 2018*

*11 15 Convention Superficie Commune Uccle dernier modèle Infrabel.pdf, demande de permis plan de coupe.pdf, Fascicule 61 Version 3.pdf, demande de permis légendes.pdf, 2018 09 27 Delib CC signée droit superficie NL.pdf, 2018 09 27 delib CC signée droit superficie.pdf, P.E.INFRABEL-gare Linkebeek-L.124.pdf, demande de permis Plan.pdf*

---

**13.12.2018/A/0011 Propriétés communales.- Rue Egide van Ophem/avenue Ilya Prigogine.- Mise en oeuvre des permis de lotir 471quinquies et 534.- Modification et extension du permis de lotir 471bis.- Cession gratuite des assiettes de voies publiques comme charges d'urbanisme.- Recours à un notaire.- Approbation du projet d'acte.**

Le Conseil,

Vu le CoBAT, adopté par arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004, spécialement l'article 112;

Vu le permis de lotir 471 bis délivré le 23 mai 2006, imposant la cession gratuite des terrains sur lesquels devait être établie la voirie du lotissement situé entre la rue François Vervloet et la rue Egide Van Ophem;

Vu l'acte passé devant le Bourgmestre d'Uccle, le 13 décembre 2011, par lequel le demandeur du permis de lotir a cédé à la Commune d'Uccle une voirie réalisée et équipée consistant en une partie carrossable nommée avenue Ilya Prigogine, et un chemin piétonnier;

Vu les permis de lotir 471 quinquies et 534, modificatifs du permis 471 bis, imposent la charge d'urbanisme de céder gratuitement à la Commune d'Uccle les terrains nécessaires à l'ouverture de voies publiques prolongeant l'avenue Ilya Prigogine ou reliant la rue Egide Van Ophem au nouveau lotissement en construction;

Vu les délibérations n° s 016/02.10.2014/A/0004 et 016/02.10.2014/A/0004, par lesquelles le Conseil communal a fixé les conditions d'ouverture et d'extension des voies publiques;

Vu la délibération numéro 016/26.06.2018/B/0032, par laquelle le Collège échevinal a marqué un accord de principe pour confier le soin d'établir le projet et de passer l'acte de de cession gratuite, au notaire des cédants et aux frais de ceux-ci;

Considérant que, pour permettre à la fois l'extension de l'avenue Ilya Prigogine, au fur et à mesure de l'avancement des phases de construction du lotissement "Les Hauts Prés", d'une part, et la desserte, à partir de la rue Egide Van Ophem, des nouveaux lots d'habitations situés à l'arrière du complexe immobilier de services appartenant à une grande société de distribution, un permis modificatif 471 quinquies au permis de lotir 471 bis et un permis de lotir 534, ont été délivrés, le 6 novembre 2014;

Qu'en sa séance du 24 novembre 2016, le Conseil communal a nommé ces trois nouvelles voiries "venelle Robert Brout", "avenue François Englert (voirie nouvelle principale, pour relier le lotissement 534 à la rue Egide Van Ophem) et "venelle du Boson";

Considérant que le notaire des cédants a adressé à notre Administration un projet d'acte, qui a soulevé plusieurs remarques et objections de la part du Service des Propriétés communales;

Considérant que le géomètre-expert mandaté par le titulaire des permis 471 quinquies et 534, a établi un procès-verbal et plan de mesurage et de division des trois parcelles de voirie à céder décrites ci-après;

Considérant que les permis stipulent que la cession des voiries aura lieu à titre gratuit, et sans frais pour la Commune, en ce compris les frais liés à la passation de l'acte;

Qu'étant donné la bonne coopération démontrée par les cédants, dans le cadre d'autres dossiers également, le même notaire peut être retenu par la Commune pour passer l'acte;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'accepter l'incorporation dans le patrimoine immobilier de la Commune, des parties des parcelles cadastrées, selon extraits récents de la matrice, section G, respectivement sous les numéros nouveaux 432 A, pour une superficie d'après mesurage de 6 a 04 ca, 432 B, pour une superficie d'après mesurage de 3 a 5 ca, et 432 C, pour une superficie d'après mesurage de 37 a 72 ca, formant ensemble l'assiette des futures voies publiques des lotissements 471 quinquies et 534, telles que figurées et délimitées sur le plan et procès-verbal de mesurage, de division et de cession dressé par le géomètre-expert Luc Hennau (bureau HVS), daté du 23 novembre 2018 et qui sera joint à l'acte authentique;
- d'approuver la reprise de ces assiettes de voiries au moyen de la cession gratuite des parties de parcelles décrites dans le projet d'acte, par la S.A.PRE DE LA PERCHE et la S.A. BATIPONT IMMOBILIER (BPI);
- de confier à Maître Louis-Philippe Marcélis, notaire associé, Etude des Notaires MARCELIS & GUILLEMYN, établie rue Joseph Stevens, 7 (24e étage) à 1000 Bruxelles, le soin d'établir le projet et de passer l'acte, pour cause d'utilité publique et aux frais du titulaire des permis de lotir quinquies et 534, consistant à céder gratuitement à la Commune d'Uccle la propriété des terrains destinés comme assiettes aux futures voies publiques, extensions de l'avenue Ilya Prigogine et de la rue Egide Van Ophem;
- d'approuver le projet d'acte de cession à la Commune d'Uccle établi par le notaire instrumentant cité ci-avant, tenant compte des remarques et objections formulées par le Service des Propriétés communales, notamment les clauses qui contredisent les permis de lotir;
- d'affecter provisoirement les terrains décrits ci-avant, au domaine privé communal, jusqu'à l'ouverture des voiries nouvelles à la circulation publique, consécutive à la réception provisoire des travaux et ouvrages de voirie devant intervenir prochainement.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen.- Egide Van Ophemstraat/Ilya Prigoginelaan.- Uitvoering van de verkavelingsvergunningen 471quinquies en 534.- Wijziging en uitbreiding van de verkavelingsvergunning 471bis.- Gratis afstand van de wegzates als stedenbouwkundige last.- Beroep op een notaris.- Goedkeuring van de ontwerpakte.**

De raad,

Gelet op het BWRO, aangenomen bij besluit van de Regering van 9 april 2004, in het bijzonder artikel 112;

Gelet op verkavelingsvergunning 471bis, afgeleverd op 23 mei 2006, die de gratis overdracht oplegt van de terreinen waarop de rijbaan van de verkaveling tussen de François Vervloetstraat en de Egide Van Ophemstraat aangelegd moest worden;

Gelet op de akte verleden voor de burgemeester van Ukkel op 13 december 2011, waardoor de aanvrager van de verkavelingsvergunning aan de gemeente Ukkel een aangelegde en uitgeruste rijbaan overgedragen heeft bestaande uit een berijdbaar deel genaamd Ilya Prigoginelaan en een voetgangersweg;



Aangezien verkavelingsvergunning 471quinquies en 534, wijzigingen van vergunning 471bis, de stedenbouwkundige last opleggen om de terreinen die nodig zijn voor de opening van de openbare weg in het verlengde van de Ilya Prigoginelaan of die de Egide Van Ophemstraat verbindt met de nieuwe verkaveling in aanbouw, gratis over te dragen aan de gemeente Ukkel;

Gelet op beraadslaging nr. 016/02.10.2014/A/0004 en 016/02.10.2014/A/0004, waardoor de gemeenteraad de openings- en uitbreidingsvoorwaarden van de openbare weg vastgelegd heeft;

Gelet op beraadslaging nr. 016/26.06.2018/B/0032, waardoor het schepencollege zijn principeakkoord gegeven heeft om de zorg om het ontwerp op te maken en de akte van gratis overdracht te verlijden, toe te vertrouwen aan de notaris van de cedenten, en dit op hun kosten;

Overwegende dat, om de uitbreiding van de Ilya Prigoginelaan mogelijk te maken, naarmate de bouw van de verkaveling "Les Hauts Prés" vordert, en om de toegang mogelijk te maken vanaf de Egide Van Ophemstraat naar de nieuwe woonpercelen achteraan het vastgoedproject van diensten dat tot een grossiersbedrijf behoort, wijzigingsvergunning 471quinquies voor verkavelingsvergunning 471bis en verkavelingsvergunning 534 afgeleverd zijn op 6 november 2014;

Dat de gemeenteraad in zitting van 24 november 2016 deze drie nieuwe wegen "Robert Broutsteeg", "François Englertlaan" (nieuwe hoofdweg om verkaveling 534 te verbinden met de Egide Van Ophemstraat) en "Bosonsteeg" genoemd heeft;

Overwegende dat de notaris van de cedenten aan ons bestuur een ontwerpakte bezorgd heeft, waarover meerdere opmerkingen en bezwaren geformuleerd werden door de dienst Gemeente eigendommen;

Overwegende dat de landmeter-schatter die door de houder van vergunning 471quinquies en 534 gemachtigd is, een proces-verbaal en een opmetings- en verdelingsplan opgesteld heeft van de drie over te dragen wegpercelen die hierna beschreven zijn;

Overwegende dat de vergunningen bepalen dat de overdracht van de wegen gratis zal plaatsvinden en zonder kosten voor de gemeente, met inbegrip van de kosten voor het verlijden van de akte;

Dat gezien de goede samenwerking die aangetoond werd door de cedenten, ook in het kader van andere dossiers, dezelfde notaris door de gemeente gekozen kan worden om de akte te verlijden;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De inlijving in het onroerend vermogen van de gemeente van de delen van de kadastrale percelen te aanvaarden, volgens recente uittreksels van de matrix, sectie G, respectievelijk onder de nieuwe nummers 432 A voor een oppervlakte na opmeting van 6 a 04 ca, 432 B voor een oppervlakte na opmeting van 3 a 5 ca, en 432 C voor een oppervlakte na opmeting van 37 a 72 ca, die samen de bedding van de toekomstige openbare wegen van verkaveling 471quinquies en 534 vormen, zoals afgebeeld en afgebakend op het plan en proces-verbaal van opmeting, verdeling en overdracht, opgesteld door de landmeter-schatter Luc Hennau (bureau HVS) op 23 november 2018 en dat bij de authentieke akte gevoegd zal worden;

De overname van deze wegbeddingen door middel van de gratis overdracht van de delen van de in de ontwerpakte beschreven percelen door de nv PRE DE LA PERCHE et de nv BATIPONT IMMOBILIER (BPI) goed te keuren;

Aan meester Louis-Philippe Marcélis, geassocieerd notaris - notariskantoor MARCELIS

& GUILLEMYN, gevestigd Joseph Stevensstraat 7 (24e verdieping) te 1000 Brussel, de zorg toe te vertrouwen om het ontwerp op te stellen en de akte te verlijden, ten algemene nutte en op kosten van de houder van verkavelingsvergunning 471quinquies en 534, om de eigendom van de terreinen voor de bedding van de toekomstige openbare wegen, uitbreiding van de Ilya Prigoginelaan en de Egide Van Ophemstraat, gratis over te dragen aan de gemeente Ukkel;

De ontwerpakte voor de overdracht aan de gemeente Ukkel, opgesteld door de hierboven vermelde instrumenterende notaris, goed te keuren, rekening houdend met de opmerkingen en bezwaren van de dienst Gemeente eigendommen, meer bepaald de bepalingen die in strijd zijn met de verkavelingsvergunningen;

De hierboven beschreven terreinen voorlopig te bestemmen tot het gemeentelijk privédoein, tot de opening van de nieuwe wegen voor het openbaar verkeer, na de voorlopige oplevering van de wegwerkzaamheden die weldra moeten plaatsvinden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*9 annexes / 9 bijlagen*

*2007 04 26-16-PFD-179091-voiries lot.471bis.pdf, 2018 11 27 Proj.acte cession Not. Marcélis-version avec RMQ. service.pdf, 2018 10 15 Extrait plan cad.pdf, HVS-910a-PV signé div.-délimit.VP+CORR.pdf, 2018-06-26 Délibé.Collège-accord princ.choix notaire.pdf, P.L. 471-quinquies - texte permis.pdf, 2006-04-27 Délibé.CC Urba.-dem.PL 471 bis-crétion voies pub.pdf, PL-534-2013 - permisDeLotir.pdf, 2014-10-02 Urba.-délibé. CC-ouvert.VP lotB5-PL471bis.pdf*

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

### Education - Onderwijs

#### 13.12.2018/A/0012 **Enseignement communal.- Département des affaires éducatives.- Plan de pilotage.- Convention d'accompagnement - CECP.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 67 du décret "Missions" du 24 juillet 1997 tel qu'amendé par le décret "pilotage" voté le 12 septembre 2018 par le Parlement de la Communauté française prévoit que le dispositif d'accompagnement et de suivi proposé par le CECP dans le cadre du nouveau dispositif de pilotage doit faire l'objet d'une contractualisation entre chaque pouvoir organisateur et la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié - le CECP dans le cas présent;

Que la contractualisation relève des compétences du Conseil communal;

Que deux écoles communales sont entrées dans la première phase de mise en oeuvre des plans de pilotage, à savoir :

- l'école fondamentale de CALEVOET;

- l'école d'enseignement secondaire spécialisé - ICPP;

Que les projets de convention sont annexés à la présente délibération,

Approuve les projets de convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des écoles communales retenues dans la première phase des plans de pilotage pour les écoles de CALEVOET et de l'ICPP avec le CECP.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Gemeentelijk onderwijs.- Departement educatieve zaken.- Pilootplan.-  
Begeleidingsovereenkomst - CECP.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*18-11-Convention - ICPP.pdf, 18-11 Convention - Calevoet.pdf*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT  
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

**Culture - Cultuur**

13.12.2018/A/0013 **Culture.- Convention de collaboration technique et de partenariat entre la  
Commune d'Uccle et PointCulture pour l'année 2019.**

Le Conseil,

Vu que le 29 avril 2013, la Commune d'Uccle a signé une convention de collaboration technique et de partenariat avec la Médiathèque de la Communauté française de Belgique;

Vu que l'article 10 de celle-ci précisait que "La collaboration technique est conclue du 1er janvier 2014 jusqu'à la date du 31 décembre 2017, date d'échéance du nouveau contrat-programme de La Médiathèque avec la Communauté française. Après évaluation, la collaboration technique pourra être reconduite pour une période correspondant au contrat-programme suivant de La Médiathèque pour autant que la Commune en fasse la demande écrite au plus tard 6 mois avant la date d'échéance. Cette collaboration technique se traduira par une nouvelle convention entre la Commune d'Uccle et La Médiathèque";

Vu que la collaboration technique donne toutes satisfactions et que grâce à elle, PointCulture (anciennement Médiathèque de la Communauté française de Belgique) preste pour la Commune les services suivants : accès au système de commande de médias tel qu'il fonctionne pour les centres de prêt de PointCulture, centrale d'achats, conditionnement des médias et livraison, selon les commandes faites par Le Phare, maintenance et développement du logiciel de prêt de médias, mise à disposition de la base de données et du logiciel de recherche et de réservation de titres,...;

Vu qu'en outre elle nous permet de demander des subsides de fonctionnement pour la section médiathèque du Phare;

Vu qu'une convention technique d'un an, pour l'année 2018, a déjà été signée avec PointCulture en attendant le nouveau contrat-programme qui devait être signé entre PointCulture et la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Vu que celui-ci n'a toujours pas été signé et que PointCulture nous propose donc de

prolonger la convention actuelle d'encore un an,  
Décide de marquer son accord sur la nouvelle convention de collaboration technique et de partenariat entre la Commune d'Uccle et PointCulture pour l'année 2019.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Cultuur.- Technische samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en PointCulture voor het jaar 2019.**

De Raad,

Aangezien de gemeente Ukkel op 29 april 2013 een technische samenwerkingsovereenkomst heeft afgesloten met de mediatheek van de Franse Gemeenschap van België;

Gelet op artikel 10 van deze overeenkomst: "La collaboration technique est conclue du 1er janvier 2014 jusqu'à la date du 31 décembre 2017, date d'échéance du nouveau contrat-programme de La Médiathèque avec la Communauté française. Après évaluation, la collaboration technique pourra être reconduite pour une période correspondant au contrat-programme suivant de La Médiathèque pour autant que la Commune en fasse la demande écrite au plus tard 6 mois avant la date d'échéance. Cette collaboration technique se traduira par une nouvelle convention entre la Commune d'Uccle et La Médiathèque";

Aangezien de technische samenwerking voldoening geeft en PointCulture (voorheen Mediathèque van de Franse Gemeenschap van België) aan de gemeente de volgende diensten levert: toegang tot het bestelsysteem van media zoals de uitleencentra van PointCulture, aankoopcentrale, verpakking van media en levering, volgens de bestellingen door Le Phare, onderhoud en ontwikkeling van de uitleenssoftware van media, terbeschikkingstelling van een databank en software om te zoeken, titels te reserveren, ...

Aangezien we eveneens de mogelijkheid hebben werkingssubsidies aan te vragen voor de mediatheek van Le Phare;

Aangezien er reeds een technische overeenkomst van een jaar - voor het jaar 2018 - werd ondertekend met PointCulture in afwachting van de nieuwe programmaovereenkomst die ondertekend moest worden tussen PointCulture en de Federatie Wallonië-Brussel;

Aangezien deze nog steeds niet ondertekend is en PointCulture ons voorstelt om de huidige overeenkomst nog een jaar te verlengen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe technische samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en PointCulture voor het jaar 2019.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
convention technique médiathèque 2019.doc*

13.12.2018/A/0014 **Personnel.- Délégation au Collège en matière de personnel.**

Le Conseil,

Vu les articles 145 et 149 de la nouvelle loi communale qui permettent au Conseil communal de déléguer au Collège, le pouvoir de nommer à certains emplois ;

Attendu que dans certaines grandes communes, cette délégation est une nécessité, le Collège devant parfois faire face à des délais très courts pour des raisons de service ;

Vu la demande du Collège au Conseil communal de renouveler la délégation qui lui a été accordée, par délibération du Conseil communal du 13 décembre 2012, pour un terme expirant le 30 novembre 2018 ;

Que cette délégation permettrait au Collège de procéder :

1. A la nomination et à l'avancement de grade du personnel en dessous du rang A4 ;
2. A l'engagement et au licenciement des agents contractuels et contractuels subventionnés de tous grades ;
3. A l'engagement du personnel enseignant ou assimilé temporaire autre que celui des écoles primaires et gardiennes et à l'engagement de tout autre personnel temporaire attaché aux écoles à l'exception des membres du personnel enseignant subventionnés exerçant des fonctions de sélection ou de promotion ;
4. A l'octroi de congés d'interruption de carrière à temps plein ou à temps partiel aux membres du personnel qui en font la demande, conformément aux dispositions en vigueur en la matière, lorsque ce congé est un droit pour le membre du personnel ;

Que cette délégation pourrait être accordée pour un terme de six ans, soit jusqu'au renouvellement du Conseil communal ;

Décide :

- de donner délégation au Collège pour procéder :

1. A la nomination et à l'avancement de grade du personnel en dessous du rang A4 ;
2. A l'engagement et au licenciement des agents contractuels et contractuels subventionnés de tous grades;
3. A l'engagement du personnel enseignant ou assimilé temporaire autre que celui des écoles primaires et gardiennes et à l'engagement de tout autre personnel temporaire attaché aux écoles à l'exception des membres du personnel enseignant subventionnés exerçant des fonctions de sélection ou de promotion ;
4. A l'octroi de congés d'interruption de carrière à temps plein ou à temps partiel aux membres du personnel qui en font la demande, conformément aux dispositions en vigueur en la matière, lorsque ce congé est un droit pour le membre du personnel ;

- que cette délégation est accordée pour un terme expirant avec le

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Personeel.- Delegatie aan het College inzake personeel.**

De raad,

Gelet op artikels 145 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet, die de gemeenteraad toelaten de bevoegdheid om te benoemen tot bepaalde betrekkingen over te dragen aan het college;

Aangezien in sommige grote gemeenten deze delegatie een noodzaak is, aangezien het college soms om dienstredenen te maken heeft met erg korte termijnen;

Gelet op het verzoek van het college aan de gemeenteraad om de delegatie die hem verleend werd bij beraadslaging van de gemeenteraad van 13 december 2012, voor een termijn die afloopt op 30 november 2018, te hernieuwen;

Dat deze delegatie het college zou toelaten om over te gaan tot:

1. De benoeming en de verhoging in graad van het personeel lager dan rang A4;
2. De aanwerving en het ontslag van contractuele en gesubsidieerde contractuele ambtenaars van alle graden;
3. De aanwerving van tijdelijk onderwyzend of gelijkgesteld personeel, met uitzondering van het personeel van het kleuter- en lager onderwijs, en de aanwerving van elk ander tijdelijk personeel aan de scholen verbonden, met uitzondering van de gesubsidieerde leden van het onderwyzend personeel die selectie- of bevorderingsfuncties uitoefenen;
4. De toekenning van verlof voor voltijdse of deeltijdse loopbaanonderbreking aan de personeelsleden die dit vragen, overeenkomstig de geldende bepalingen ter zake, wanneer dit verlof een recht is voor het personeelslid;

Dat deze delegatie verleend zou kunnen worden voor een termijn van zes jaar, hetzij tot de hernieuwing van de gemeenteraad;

Beslist:

- Aan het college de delegatie te verlenen om over te gaan tot:

1. De benoeming en de verhoging in graad van het personeel lager dan rang A4;
2. De aanwerving en het ontslag van contractuele en gesubsidieerde contractuele ambtenaars van alle graden;
3. De aanwerving van tijdelijk onderwyzend of gelijkgesteld personeel, met uitzondering van het personeel van het kleuter- en lager onderwijs, en de aanwerving van elk ander tijdelijk personeel aan de scholen verbonden, met uitzondering van de gesubsidieerde leden van het onderwyzend personeel die selectie- of bevorderingsfuncties uitoefenen;
4. De toekenning van verlof voor voltijdse of deeltijdse loopbaanonderbreking aan de personeelsleden die dit vragen, overeenkomstig de geldende bepalingen ter zake, wanneer dit verlof een recht is voor het personeelslid;

- Dat deze delegatie verleend wordt voor een termijn die verstrijkt met de hernieuwing van de gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

## Rémunérations-pensions - Bezoldigingen-pensioenen

### 13.12.2018/A/0015 **Adaptation des traitements des Bourgmestre et Echevins comme suite à la modification de classification de notre commune.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 5, alinéas 1er et 2, remplacé par la loi du 14 mai 2000 et modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 25 janvier 2018, ainsi que les articles 8 et 19;

Vu que la classification des communes est mise en rapport avec le chiffre de la population par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lors de chaque renouvellement intégral des Conseils communaux;

Vu que le nombre d'habitants à prendre en considération est le nombre de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques ayant leur résidence principale dans la Commune d'Uccle à la date du 31 décembre de l'année précédant celle du renouvellement intégral du Conseil communal;

Vu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 par lequel est accordé la catégorie 20 à la commune d'Uccle qui comptait 82.038 habitants au 31 décembre 2017;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 janvier 2018 relative à la limitation du nombre de mandataires communaux et à l'institution de nouvelles mesures de gouvernance en Région de Bruxelles-Capitale et notamment l'article 4 qui stipule que les traitements des Bourgmestres sont fixés par application d'un pourcentage de l'échelon maximal de l'échelle de traitement du Secrétaire communal, tel que prescrit par l'article 28 de la Nouvelle loi communale;

Vu que notre commune est classée dans la catégorie de communes de plus de 80.000 habitants, ce pourcentage s'élève à 117,64706 %;

Vu que le traitement des Echevins s'élève à 75 % du traitement de Bourgmestre dans les communes qui comptent plus de 50.000 habitants;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du

Décide de fixer les traitements annuels des Bourgmestre et Echevins respectivement à 74.668,80 € et 56.001,60 € à l'index 138,01, avec effet au 1er janvier 2019.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

### **Aanpassing van de wedden van Burgemeester en Schepenen ten gevolge van de wijziging van classificatie van onze gemeente.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 5, eerste en tweede lid, vervangen bij de wet van 14 mei 2000 en gewijzigd bij de ordonnances van 17 juli 2003 en 25 januari 2018,

alsook artikels 8 en 19;

Gezien de rangschikking van de gemeenten, bij elke volledige vernieuwing van de gemeenteraden, door de Regering van het brussels hoofdstedelijk gewest in overeenstemming wordt gebracht met het bevolkingscijfer;

Gezien het in aanmerking te nemen inwonersaantal gelijk is aan het aantal personen dat ingescheven is in het Rijksregister van de natuurlijke personen die op 31 december van het jaar vóór dat van de volledige vernieuwing van de gemeenteraden hun hoofdverblijfplaats in de desbetreffende gemeente hadden;

Gelet op het ministerieel besluit van het brussels hoofdstedelijk gewest van 20 maart 2018 waarbij categorie 20 wordt toegekend aan de gemeente Ukkel die 82.038 inwoners had op 31 december 2017;

Gezien de ordonnantie van het brussels hoofdstedelijk gewest van 25 januari 2018 betreffende de beperking van het aantal gemeentelijke mandatarissen en de invoering van nieuwe maatregelen inzake goed bestuur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en meer bepaald artikel 4 dat voorschrijft dat de wedden van de burgemeesters worden vastgesteld door toepassing van een percentage op het hoogste bedrag van de in artikel 28 van de nieuwe gemeentewet vastgestelde weddeschaal van de gemeentesecretaris van de betrokken gemeente;

Gezien onze gemeente behoort tot de categorie van gemeenten met meer dan 80.000 inwoners, dit percentage wordt vastgesteld op 117,64706 %;

Gezien de wedde van de schepenen 75 % van de wedde van de burgemeester bedraagt in gemeenten van meer dan 50.000 inwoners;

Gezien het akkoord van het Bijzonder Onderhandelinscomité d.d.

Besluit de jaarlijkse wedde van Burgemeester en Schepenen worden respectievelijk als volgt vastgesteld: 74.668,80 € en 56.001,60 € aan de index 138,01, met uitwerking op 1 januari 2019.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

13.12.2018/A/0016 **Statut pécuniaire.- Titulaires des grades légaux.- Prise d'acte de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 établissant la classification des communes.- Adaptation des échelles barémiques comme suite à la modification de classification de la Commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 5, alinéas 1er et 2, remplacé par la loi du 14 mai 2000 et modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 25 janvier 2018, ainsi que l'article 8;

Vu que la classification des communes est mise en rapport avec le chiffre de la population par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale lors de chaque renouvellement intégral des Conseils communaux;

Vu que le nombre d'habitants à prendre en considération est le nombre de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques ayant leur résidence principale dans la Commune d'Uccle à la date du 31 décembre de l'année précédant celle du renouvellement intégral du Conseil communal;

Vu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 par lequel est accordé la catégorie 20 à la commune d'Uccle qui comptait 82.038 habitants au 31



décembre 2017;

Vu les articles 28, 47 et 65 de la Nouvelle loi communale et notamment les prescriptions concernant le statut pécuniaire des titulaires des grades légaux;

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du

Décide :

- de prendre acte de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 par lequel est accordé la catégorie 20 à la commune d'Uccle qui comptait 82.038 habitants au 31 décembre 2017;

- de modifier comme suit les échelles de traitement des titulaires des grades légaux, avec effet au 1er janvier 2019 :

- l'échelle de traitement du Secrétaire communal est fixée comme suit: échelle organique (catégorie 20), minimum 43.567,26 € – maximum 63.468,48 €, groupe barémique B, classe 24 ans, augmentations 1 x 1 x 3.267,61 € et 7 x 2 x 2.376,23 €;

- l'échelle de traitement du Receveur communal est fixée comme suit: échelle organique (catégorie 20), minimum 42.478,08 € - maximum 61.881,77 €, groupe barémique B, classe 24 ans, augmentations 1 x 1 x 3.185,88 € et 7 x 2 x 2.316,83 €;

- l'échelle de traitement du Secrétaire communal adjoint est fixée comme suit: échelle organique (catégorie 20), minimum 41.388,90 € – maximum 60.295,06 €, groupe barémique B, classe 24 ans, augmentations 1 x 1 x 3.104,22 € et 7 x 2 x 2.257,42 €.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Geldelijk statuut.- Titularissen van wettelijke graden.- Akteneming van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 maart 2018 tot vaststelling van de rangschikking van de gemeenten.- Aanpassing van de weddenscalen ten gevolge van de wiiziging van classificatie van de gemeente Ukkel.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 5, eerste en tweede lid, vervangen bij de wet van 14 mei 2000 en gewijzigd bij de ordonnanties van 17 juli 2003 en 25 januari 2018, alsook artikel 8;

Gezien de rangschikking van de gemeenten, bij elke volledige vernieuwing van de gemeenteraden, door de Regering van het brussels hoofdstedelijk gewest in overeenstemming wordt gebracht met het bevolkingscijfer;

Gezien het in aanmerking te nemen inwonersaantal gelijk is aan het aantal personen dat ingescheven is in het Rijksregister van de natuurlijke personen die op 31 december van het jaar vóór dat van de volledige vernieuwing van de gemeenteraden hun hoofdverblijfplaats in de desbetreffende gemeente hadden;

Gelet op het ministerieel besluit van het brussels hoofdstedelijk gewest van 20 maart 2018 waarbij categorie 20 wordt toegekend aan de gemeente Ukkel die 82.038 inwoners had op 31 december 2017;

Gezien de artikels 28, 47 en 65 van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de voorschriften betreffende het geldelijk statuut van de titularissen van wettelijke graden;

Gezien het akkoord van het Bijzonder Onderhandelinscomité d.d.

Besluit :

- akte te nemen van het besluit van de regering van het brussels hoofdstedelijk gewest van 20 maart 2018, waarbij categorie 20 wordt toegekend aan de gemeente Ukkel die 82.038 inwoners had op 31 december 2017;

- als volgt de weddenscalen van de titularissen van de wettelijke graden te wijzigen, met uitwerking op 1 januari 2019 :

- de weddenschaal van de gemeentesecretaris is als volgt vastgesteld: organieke schaal (categorie 20), minimum 43.567,26 € – maximum 63.468,48 €, weddengroep B, klasse 24 jaar, verhogingen 1 x 1 x 3.267,61 € en 7 x 2 x 2.376,23 €;

- de weddenschaal van gemeenteontvanger is als volgt vastgesteld: organieke schaal (categorie 20), minimum 42.478,08 € - maximum 61.881,77 €, weddengroep B, klasse 24 jaar, verhogingen 1 x 1 x 3.185,88 € en 7 x 2 x 2.316,83 €;

- de weddenschaal van adjunct-gemeentesecretaris is als volgt vastgesteld: organieke schaal (categorie 20), minimum 41.388,90 € – maximum 60.295,06 €, weddengroep B, klasse 24 jaar, verhogingen 1 x 1 x 3.104,22 € en 7 x 2 x 2.257,42 €.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

### Jeunesse - Jeugd

13.12.2018/A/0017 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité. Subsidies aux mouvements de jeunesse.- Année 2018.-**

Le Conseil,

Considérant que l'administration communale d'Uccle octroie, depuis plusieurs années déjà, des subsides d'encouragement aux mouvements de jeunesse uclois;

Que comme pour les années antérieures, tous les mouvements dont nous avons obtenu les coordonnées ont été invités à introduire, auprès de notre administration, une demande de subsides reprenant notamment les projets pour l'année à venir;

Qu'à ce jour, 11 organismes ont introduit une demande d'aide financière;

Que le service de la Jeunesse propose de répartir une partie de l'enveloppe budgétaire prévue à cet effet selon le tableau repris ci-dessous :

Patro Sacré-Cœur 400 €

101ème unité Saint-Paul 450 €

69ème unité FSC Précieux-Sang 350€

16ème unité N-D du Rosaire 400€

22ème unité N-D du Rosaire 400€

39ème unité N-D de Boetendael 350€

43ème unité GCB Précieux-Sang 350€

Ligue Mary Jones 350€

Scouts Jan Breydel & Gidsen Ekwator 300€

46ème unité N-D de Boetendael 400€

Groupe Honneur 300€ Approuve la répartition telle que présentée.

D'approuver l'engagement de la dépense.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**De dringendheid wordt gevraagd en unaniem aangenomen.- Subsidies aan de jeugdbewegingen.- Jaar 2018.-**

De Raad,

Overwegende dat het gemeentebestuur van Ukkel al verscheidene jaren aanmoedigingssubsidies toekent aan de Ukkelse jeugdbewegingen;

Dat alle bewegingen waarvan we de gegevens hebben verkregen net als de voorgaande jaren verzocht zijn bij ons bestuur een subsidieaanvraag in te dienen waarin ze de projecten voor het komende jaar opnemen;

Dat tot op heden 11 bewegingen een aanvraag voor financiële hulp hebben ingediend;

Dat de Jeugddienst voorstelt de hiervoor voorziene begrotingsenveloppe te verdelen volgens deze tabel :

Patro Sacré-Cœur 400 €

101ème unité Saint-Paul 450 €

69ème unité FSC Précieux-Sang 350€

16ème unité N-D du Rosaire 400€

22ème unité N-D du Rosaire 400€

39ème unité N-D de Boetendael 350€

43ème unité GCB Précieux-Sang 350€

Ligue Mary Jones 350€

Scouts Jan Breydel & Gidsen Ekwator 300€

46ème unité N-D de Boetendael 400€

Groupe Honneur 300€

Beslist de voorgestelde verdeling goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*Céline Fremault entre en séance / treedt in zitting.*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE  
EN ECONOMISCHE ZAKEN**

**Commerce - Handel**

**13.12.2018/A/0018 Règlement-redevance pour le droit de place sur les marchés publics - Modification**

Le Conseil,

Vu le règlement-redevance pour droit de place sur les marchés publics approuvé par l'Assemblée le 24 janvier 2013;

Attendu Que le lancement d'un nouveau marché prend toujours du temps;

Que les marchands présents sur le marché Chantecler éprouvent des difficultés à être rentables;

Considérant qu'une diminution de la redevance de 3€/le mètre à 1,50€/le mètre diminuera leurs charges et participera à pérenniser le marché Chantecler,  
Décide d'approuver le nouveau règlement-redevance pour droit de place sur les marchés publics.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Vergoedingreglement voor het standplaatsrecht op de openbare markten.-  
Wijziging.**

De raad,  
Gelet op de retributieverordening op het standplaatsrecht op openbare markten, goedgekeurd door de vergadering op 24 januari 2013;  
Aangezien de lancering van een nieuwe markt steeds tijd vraagt;  
Aangezien de marktkeuzers op de Canteclaermarkt moeilijkheden ondervinden om rendabel te zijn;  
Overwegende dat een verlaging van de retributie van € 3/meter tot € 1,50/meter hun lasten zal verminderen en zal bijdragen aan het voortbestaan van de Canteclaermarkt;  
Beslist:  
De nieuwe retributieverordening op het standplaatsrecht op openbare markten goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Règlement-redevance pour droit de place sur les marchés publics (Nederlands).pdf,  
Règlement-redevance pour droit de place sur les marchés publics.docx, Règlement-redevance pour droit de place sur les marchés publics.pdf*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Service juridique - Juridische dienst**

13.12.2018/A/0019 **Précompte immobilier relatif à l'immeuble Fabricom sis rue Gatti de Gamond, 254.- Rejet de la réclamation.- Autorisation d'ester en justice.**

Le Conseil,  
Considérant que le 18 décembre 2014, la Commune d'Uccle a fait l'acquisition des bâtiments Fabricom sis rue Gatti de Gamond, 254;  
Que cet immeuble, actuellement en travaux, a été acquis pour cause d'utilité publique afin d'y établir le nouveau siège administratif des services communaux;  
Considérant que depuis son acquisition, le service des Propriétés communales demande et obtient chaque année l'exonération du précompte immobilier correspondant à un montant d'environ 363.000€, pour cause d'inoccupation et d'improductivité des bâtiments;

Considérant que le service des Propriétés communales a reçu en date du 12 janvier 2018, l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'exercice d'imposition 2017 et invitant la Commune à verser la somme de 364.775, 13€ à titre de précompte immobilier pour l'immeuble susvisé;

Que le service des propriétés communales a dès lors réitéré sa demande d'exonération par le biais d'un courrier daté du 17 janvier 2018;

Considérant que faisant suite à cette demande, Bruxelles Fiscalité a adressé à la Commune un courrier du 5 septembre 2018 aux termes duquel, la réclamation du 17 janvier 2018 est rejetée;

Qu'en effet, il résulte de l'article 27 de l'Ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale que l'article 257, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 qui permettait la remise ou modération proportionnelle pour inoccupation et improductivité est abrogé à partir de l'exercice d'imposition 2017;

Que partant, l'exonération ne pourra plus être accordée sur cette base à partir de l'exercice 2017;

Considérant que seul un recours introduit auprès du Tribunal de première Instance de Bruxelles permettrait de contester cette décision;

Qu'à cet égard, la requête contradictoire doit être introduite dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision, à savoir le 12 décembre 2018 au plus tard;

Considérant qu'eu égard à la situation de l'immeuble Fabricom et au montant du précompte immobilier, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé en séance du 18 octobre 2018 de désigner Maître Jordan OPRENYESZK, spécialisé en droit fiscal, afin d'établir une consultation juridique permettant de déterminer l'opportunité d'introduire un recours à l'encontre de la décision de rejet de Bruxelles Fiscalité datée du 5 septembre 2018;

Considérant que Maître OPRENYESZK a transmis son analyse juridique par un courriel du 23 novembre 2018;

Considérant qu'il en ressort que la position de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut être contestée en ce qui concerne l'exonération pour improductivité puisque cette exonération a effectivement été abrogée par l'article 27 de l'Ordonnance du 12 décembre 2016;

Considérant qu'il indique cependant que la Commune pourrait en l'espèce se prévaloir d'une autre cause d'exonération, à savoir celle prévue pour « des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général » faisant l'objet de l'article 253, 3° du C.I.R. 92;

Qu'en effet, selon lui, les trois conditions requises pour bénéficier de cette exonération sont remplies;

Que l'immeuble étant destiné à l'utilisation par les services communaux, sa destination rentre donc bien dans la mission légale de la Commune et a pour objet l'utilité générale puisque l'immeuble sera utilisé pour des services faits dans l'intérêt de tous les citoyens;

Qu'il souligne en outre que le Commentaire administratif prévoit explicitement qu'une maison communale doit être considérée comme visée par l'article 253, 3° C.I.R. 92;

Considérant qu'il précise enfin que si la Région de Bruxelles-Capitale contestait l'application de cette exonération, puisque l'immeuble n'est en réalité par utilisé par les services communaux, l'exonération pourrait tout de même être accordée à la Commune sur base de la force majeure;

Qu'en l'espèce, la Commune n'a pas pu utiliser l'immeuble comme centre administratif et dès lors remplir les conditions d'exonération, pour des raisons indépendantes de sa volonté, à savoir l'attente de l'obtention d'un permis d'urbanisme qu'elle a introduit

dans le courant de l'exercice d'imposition litigieux;

Considérant qu'eu égard à ce qui précède Maître OPRENYESZK conseille à la Commune d'introduire un recours à l'encontre de la décision litigieuse mais précise, à toutes fins utiles, qu'en cas de procédure, la partie qui succombe devra supporter l'indemnité de procédure d'un montant de 8.400 €;

Décide d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice et de mandater Maître OPRENYESZK à cette fin.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

## DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

### Action sociale - Sociale actie

13.12.2018/A/0020 **Fusion des services d'aide à domicile Commune/ CPAS.- Convention réglant certains aspects financiers.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu les récentes décisions de l'Assemblée organisant la fusion des services d'aide à domicile de la Commune et du CPAS;

Attendu que le Comité de Pilotage travaille toujours à finaliser cette fusion;

Attendu que dans ce cadre, certaines dispositions doivent être validées quant à la gestion des paiement des bénéficiaires, l'octroi des subsides, le transfert de points ACS et la gestion des avances sur rémunération qui accompagnent le personnel transféré au CPAS, ainsi que l'évaluation financière et fonctionnelle du service,

Décide d'approuver la convention ci-jointe entre la Commune et le CPAS.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Fusie van de huishulpdiensten van de Gemeente en het OCMW.- Overeenkomst die sommige financiële aspecten regelt.**

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Projet+de+convention+financière-4-12-+2018 (1).pdf, Projet de convention financière-4-12- 2018.docx*

13.12.2018/A/0021 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité. C.P.A.S.- Budget 2018.-  
Modification budgétaire n° 2 (service exploitation et service investissement).-**

Le Conseil,  
Vu le budget du Centre Public d'Action Sociale d'Uccle pour l'exercice 2018;  
Vu les articles 26 bis et 88, § 2 de la loi organique;  
Attendu que par sa délibération du 28 novembre 2018, parvenue à notre administration le 7 décembre 2018, le Conseil de l'action sociale a décidé d'arrêter les modifications budgétaires n° 2 du service exploitation et service investissement;  
Attendu que ces modifications n'augmentent pas la dotation communale,  
Décide d'approuver ces modifications budgétaires.

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**De dringendheid wordt gevraagd en unaniem aangenomen.- O.C.M.W.- Begroting 2018.- Begrotingswijziging nr 2 (exploitatie- en investeringsdienst).-**

De Raad,  
Gelet op de begroting voor het jaar 2018 van het Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Ukkel;  
Gelet op artikels 26 bis en 88, § 2 van de organieke wet;  
Aangezien de Raad voor Maatschappelijke Welzijn bij beraadslaging van 28 november 2018, bij het gemeentebestuur aangekomen op 7 december 2018, besloten heeft de wijzigingen nr 2 van de exploitatiedienst en investeringsdienst goed te keuren;  
Aangezien dat deze beslissingen geen verhoging van de gemeentelijke tussenkomst meebrengen,  
Beslist deze begrotingswijzigingen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*20181128-A-0007-DE-FR.pdf, 20181128-A-0007-AN-001.pdf, 20181128-A-0007-DE-NL.pdf, 20181128-A-0007-AN-002.pdf*

---

13.12.2018/A/0022 **L'urgence est demandée et acceptée à l'unanimité. C.P.A.S.- Douzièmes provisoires 2019.-**

Le Conseil,  
Attendu que le budget du CPAS pour l'exercice 2019 n'a pas encore été approuvé;  
Vu les articles 87 et 88 de la loi organique du CPAS;  
Vu l'article 13 de l'arrêté du 26 octobre 1995 du Collège réuni de la COCOM, portant règlement général de la comptabilité du CPAS;  
Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 28 novembre 2018 sollicitant l'autorisation de pouvoir disposer pour les mois de janvier, février et mars 2019 de trois douzièmes provisoires;

Décide :

D'autoriser le CPAS de disposer pour les mois de janvier, février et mars 2019 de trois douzièmes provisoires des allocations portées au budget d'exploitation 2018.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**De dringendheid wordt gevraagd en unaniem aangenomen.- O.C.M.W..- Voorlopige twaalfden 2019.-**

De Raad,

Aangezien de begroting van het OCMW voor het dienstjaar 2019 nog niet goedgekeurd is;

Gelet op artikel 87 en 88 van de organieke wet op de OCMW's;

Gelet op artikel 13 van het besluit van het verenigd College van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie houdende algemeen reglement op de comptabiliteit van de OCMW's;

Gezien de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 28 november 2018 en de toelating vragend voor de maanden januari, februari en maart 2019 over drie voorlopige twaalfden te mogen beschikken;

Besluit :

Staat het OCMW toe om voor de maanden januari, februari en maart 2019 over drie voorlopige twaalfden te beschikken van de kredieten voorzien op de exploitatiebegroting van 2018.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*20181128-A-0128-DE-NL.pdf, 20181128-A-0128-DE-FR.pdf*

---

**DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN**

**Secrétariat central - Centraal secretariaat**

13.12.2018/A/0023 **Proposition de motion introduite par MM. Cools, De Bock et Hayette : faire preuve d'ambition pour lutter contre le réchauffement climatique.**

Le point est reporté.

40 votants : 40 votes positifs.

---

**Voorstel tot motie ingediend door de hh. Cools, De Bock et Hayette : ambitie tonen om te vechten tegen de klimaatopwarming.**

Het punt wordt verdaagd.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*



---

13.12.2018/A/0024 **Question écrite de M. Desmet concernant l'exploitation du parking rue du Coq.**

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Schriftelijke vraag van de h. Desmet betreffende de uitbating van de parking Haanstraat.**

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
18 25 Desmet parking Coq.docx*

---

13.12.2018/A/0025 **Question écrite de Mme Fraiteur concernant un panneau publicitaire rue Gatti de Gamond.**

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Schriftelijke vraag van Mevr. Fraiteur betreffende een reclamebord Gatti de Gamondstraat.**

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
18 22 Fraiteur panneau pub Gamond.docx*

---

13.12.2018/A/0026 **Question écrite de Mme Fraiteur concernant le promontoire du carrefour Gatti de Gamond.**

Le Conseil approuve le point.  
40 votants : 40 votes positifs.

---

**Schriftelijke vraag van Mevr. Fraiteur betreffende het verhoog op het kruispunt**

**Gatti de Gamond.**

De Raad keurt het punt goed.  
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*18 23 Fraiteur promontoire Gamond.docx*

Levée de la séance à 21:30  
Opheffing van de zitting om 21:30

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj